

## Sur "l'économie nouvelle" <sup>1</sup>.

### 1. La valeur.

Pour la théorie économique classique, notamment Smith et Ricardo, la valeur d'échange d'un produit quel qu'il soit (c'est plus évident pour une marchandise, mais les services peuvent tout à fait être traités de la même façon) repose sur *le temps de travail social* nécessaire à sa production, temps qui peut varier, mais assez lentement, en fonction de l'évolution des technologies. La rareté n'apporte qu'une éventuelle plus-value d'ajustement (si un produit est sur-évalué pour cause de rareté, plus de personnes vont se mettre à le produire, jusqu'à ce que l'équilibre se rétablisse). Bien évidemment, pour être échangeable, il faut qu'un produit soit *utile*, qu'il ait une valeur d'usage : mais ce n'est pas ce qui mesure sa valeur marchande.

À la limite, une production entièrement automatisée, même si elle fabriquait des biens actuellement fort coûteux, ne créerait aucune valeur d'échange. Cela paraît difficile à concevoir, pourtant il suffit de voir ce que produit un ordinateur actuel : il est en soi une petite usine qui remplace toutes sortes de fonctions fort coûteuses il y a encore peu de temps (secrétariat, mise en page, édition, correction, téléphoniste si vous avez un modem, etc.), or ce n'est que par le travail que vous y incorporez, s'il est socialement utile et donc "vendable", que vous pouvez en tirer quelque rétribution. La machine ne produit pas de valeur par elle-même ; cependant, elle est le plus souvent une *condition* pour en produire.

Bien sûr, dans les processus complexes de production moderne actuels, la valeur finale d'un produit ou d'un service est une somme elle aussi complexe, qui incorpore de nombreux *temps de travail* hétérogènes, successifs ou imbriqués les uns dans les autres. Cependant, on peut dire :

---

<sup>1</sup> J'ai essayé ici de faire le point sur les évolutions économiques actuelles, en tentant de mettre en évidence quelques notions centrales concernant le capitalisme, et d'abord la place du travail humain dans la création de toute valeur. J'ai fait l'impasse sur toute une série de questions annexes, comme la monnaie, l'impôt, etc., parce que ce sont des mécanismes plus techniques, qui ne changent pas le fond des choses. De toute façon, les remarques qui suivent ne sont en aucun cas une "théorie", mais une simple base de réflexion et de discussions.

- qu'il ne peut y avoir de valeur d'échange marchande sans qu'il y ait, à la base, un *travail humain utile* qui l'ait produite,
- que, quelle que soit sa complexité, cette valeur d'échange (au final, son coût) se décompose *toujours* en temps de travail moyen socialement nécessaire pour produire le bien échangé.

## 2. La plus-value.

Au départ, le système marchand n'apporte pas de plus-value, ou très marginalement. Même le marchand qui va acheter loin un produit pour le revendre plus cher ailleurs ne fait que faire payer le travail représentant son activité de transport. Idem que ci-dessus : s'il réalise une forte plus-value, supérieure à son travail, d'autres s'y mettront, et l'affaire s'équilibrera. La marchandise ne produit pas en soi de plus value, car en elle-même elle est valeur, simplement.

Selon Marx, il n'y a qu'une marchandise qui puisse produire de la valeur, c'est justement le travail humain. Qu'on achète du temps de travail humain, qu'on le paye à sa "valeur" propre, c'est-à-dire ce qu'il faut pour produire ce travail, donc pour faire subsister le travailleur, et qu'on le fasse produire de la marchandise, alors un décalage important peut apparaître entre ces deux valeurs - celle de la force de travail et ce que produit la force de travail - et donc une réelle *plus-value* qui peut enrichir celui qui achète un travail et qui revend des marchandises.

En simplifiant, optimiser la plus-value c'est acheter le travail humain libre au plus bas prix possible : soit en faisant jouer la concurrence entre producteurs pour, à qualité égale, prendre l'offre de travail la moins chère, soit en abaissant le *coût moyen des biens de subsistance* nécessaires à la production et à l'entretien de cette force de travail. Historiquement, le capitalisme a joué de ces deux moyens. Mais il est important de noter que la production massive, au plus bas prix, des biens de consommation courante reste un des mécanismes majeurs du système, qui permet d'abaisser le coût de la force de travail.

## 3. Le capital.

Il n'est en aucune façon une simple accumulation de richesse. Pour qu'il y ait capital, il faut que d'un côté il y ait un mode de plus en plus complexe de production de richesses qui fasse que la disposition des outils de travail ne puisse plus être assumée par un seul individu, et que d'autre part il y ait une force de travail libre qui puisse se *vendre* pour mettre en oeuvre ces outils. À ces deux conditions, le mécanisme de la plus-value peut s'enclencher, et le capital, au sens moderne,

apparaître. La théorie classique distingue cependant différentes formes du capital.

La première est en quelque sorte un *Ur-capital*, archaïque ou "antérieur", c'est le *capital foncier* : il tenait une place essentielle au XIX<sup>ème</sup> (importance de la production agricole), mais il joue encore un rôle important pour la possession des richesses naturelles de la planète, et reste en cela un élément stratégique pour le capitalisme mondial, facteur de guerres notamment. Il faut cependant remarquer que le *capital foncier* (dans son acception la plus générale) n'est pas en soi créateur de richesses : il ne représente qu'une sorte de *droit d'entrée* pour pouvoir en produire (il faut maîtriser une portion du territoire pour produire des choses aussi diverses que du pétrole ou du vin, pour construire des locaux ou des usines, pour lancer des satellites, etc.).

Désormais dominant parce que plus mobile, plus indépendant des conditions naturelles, et réel facteur de novation – de création de valeur nouvelle –, il y a le *capital industriel*. C'est le moteur du système, parce que c'est lui qui crée et maîtrise les moyens de production collectifs qui sont à la base du mécanisme de l'achat de la force de travail. C'est donc le principal *instrument* de la création de valeur.

Enfin, sur le devant de la scène, et de plus en plus important au fur et à mesure que le système se développe – en coûts d'investissements pour l'activité de production et en étendue du champ d'action – le *capital financier*, qui n'est que la forme abstraite du capital industriel, ayant pris son autonomie par rapport aux outils concrets de la production.

La constitution, "l'historique" en quelque sorte, du capital, peut être extrêmement diverse. Désormais cependant, il devient pour l'essentiel *anonyme*, sans traces du passé, et est fait de plus-value accumulée. Aussi bien, on peut considérer le capital comme une somme de temps de travail social accumulée, qui a pris son autonomie.

#### 4. La dynamique du système.

Pour schématiser à l'extrême, dans une situation fermée – un monde où il n'y aurait que le capital et ses salariés –, le système accuserait bien vite des déséquilibres insupportables.

En effet, la somme des richesses (la valeur totale) créées dépasse la somme du revenu accordé aux salariés, la différence étant justement la plus-value. Autrement dit, les salariés – les acheteurs potentiels les plus nombreux – n'auraient nécessairement pas les moyens d'acheter la totalité des marchandises, ou services, qu'ils auraient créés.

Le capitaliste peut certes acquérir une partie du surplus, ce dont il ne se prive pas d'ailleurs, en étant mieux logé, en voyageant plus, en achetant des beaux tableaux, ou des bijoux, etc. Il me semble d'ailleurs que, pour une part, cela explique le poids important pris dans l'économie actuelle par le secteur des biens de luxe (cf. Vuitton, Moët et compagnie). Mais enfin il y a des limites. S'il fabrique des voitures, le capitaliste ne va pas en acheter dix mille, juste pour absorber le bénéfice qu'il a fait. D'autant plus que le système de production collective, qui le met en position de pouvoir acheter la force de travail d'autrui, est fondé d'abord sur la production en grande quantité de biens de masse (ou bien de vulgariser au fur et à mesure ce qui apparaissait auparavant comme des biens de luxe, ce qui revient à peu près au même).

Le capitaliste peut bien sûr aussi consacrer une partie de ce surplus à augmenter son capital, soit en renforçant son outil de production pour produire plus et vendre plus (pour schématiser, il agrandit son usine), soit en renouvelant son outil de production pour produire plus vite et mieux (il remplace son usine par une usine plus moderne) : mais c'est reculer pour mieux sauter, et le problème se déplacera jusqu'à ce que le marché soit complètement saturé.

Il peut aussi chercher de nouveaux marchés dans des secteurs économiques qui ne sont pas encore dominés par lui. Cela a été le cas notamment au XIX<sup>ème</sup>, avec la conquête de tout le secteur rural, et plus récemment, avec la conquête du tiers monde. Cela peut se faire à la force du canon - là aussi on ne s'en est pas privé - ou encore en ruinant des pans entiers de l'économie traditionnelle, anté-capitaliste. La mondialisation actuelle n'est que l'aboutissement de ce phénomène. Mais il faut bien voir aussi que, une fois achevé, ce processus aboutirait à la situation fermée et essentiellement déséquilibrée évoquée plus haut : un monde qui ne serait plus fait que de capitalistes et de salariés.

Il peut enfin s'efforcer de créer de nouveaux besoins, c'est-à-dire faire entrer dans la sphère du *socialement utile* des produits qui ne l'étaient pas antérieurement. Le XX<sup>ème</sup> siècle a vu ainsi le "minimum vital" évoluer à une vitesse extraordinaire, que ce soit l'habitat (l'électricité, la salle de bains, et tout ça), les transports, les communications et la culture, le médical, et j'en passe. Mais cela a aussi un coût. Si on veut que les gens aient plus de besoins, il faut aussi les rémunérer au niveau de ces besoins : ce qui tend à faire évoluer vers le haut le coût de la force de travail. D'autant plus que les nouveaux besoins étant plus sophistiqués, leur production est plus complexe, impose des travailleurs plus formés, donc plus coûteux à *produire* (par

exemple le coût des études, qui se répercute sur le coût de la force de travail). En réponse, la solution capitaliste a été sans cesse d'abaisser le coût de revient de ces nouveaux produits socialement utiles ou nécessaires : production agricole ou enseignement au XIX<sup>ème</sup>, et tout le reste, de la voiture au téléphone portable ou à l'internet en passant par les congés payés et la sécurité sociale, au XX<sup>ème</sup> siècle. Tout ceci ne visant qu'à réduire au mieux les coûts de main d'oeuvre tout en élargissant les marchés "intérieurs". Ici encore, si le processus venait à se ralentir ou s'arrêter, le déséquilibre fondamental réapparaîtrait.

Pour l'instant, tant que le capitalisme peut trouver de nouveaux marchés (la Chine par exemple) ou créer de nouvelles forces de production (comme naguère l'électronique, l'atome, l'organique, etc.), il a encore de beaux jours devant lui. On peut même dire que son déséquilibre constitutif est sa principale force : le capitalisme est *condamné* au dynamisme. Inversement, qu'un blocage quelconque intervienne, et tout le château de cartes s'effondre.

##### 5. Les éléments destructeurs du système.

Tel qu'il est en tous cas, dans son principe même, le système produit plus de valeur, globalement, qu'il ne redistribue de pouvoir d'achat pour absorber cette valeur créée. Les moyens "dynamiques" qu'on vient d'évoquer ne suffisent généralement pas, et il faut *détruire* une partie de la valeur créée.

Bien sûr d'un point de vue "dynamique", comme je l'ai évoqué plus haut, on peut réinvestir sous forme de capital une partie de la plus-value, en achetant de nouvelles machines de plus en plus sophistiquées (qui donc font marcher le secteur des biens de production), ou en étoffant les frais consacrés à la recherche, de façon à rendre, dans les deux cas de figure, la production de plus-value plus rentable. Mais évidemment, cela tend aussi à rendre l'outil de travail antérieur obsolète, donc à dévaloriser le capital antérieur investi. D'une façon générale, le capital, une fois stabilisé, investi dans un outil donné, tend à se dévaloriser inéluctablement. Je le répète, la machine ne produit pas de valeur par elle-même.

Il faut bien voir que le capital (sous sa forme active, c'est-à-dire industrielle) se divise en deux parties : le capital *fixe*, qui correspond à l'investissement originel – machines, locaux, brevets, etc., bref tout ce qui est nécessaire pour mettre en oeuvre la force de travail –, et le capital *variable*, c'est-à-dire l'achat de la main-d'oeuvre, ce qu'on appelle aujourd'hui "coûts salariaux". La partie fixe peut, au moment où elle est

investie, être génératrice d'une *valeur ajoutée*, soit qu'elle permette de produire mieux ou plus à moindre prix, soit qu'elle fasse émerger un nouveau type de produit. Mais ensuite, elle est inerte (*cf.* l'image de simple "droit d'entrée" que j'ai dite plus haut à propos du capital foncier), et c'est la partie capital variable représentant l'achat de force de travail qui est active et peut générer de la plus-value. D'où une double nécessité : réduire la part de capital variable, en clair peser au maximum sur les salaires pour rentabiliser le capital fixe, et réduire – ou détruire, dès qu'il s'approche de l'obsolescence – la part du capital fixe pour donner au capital variable son meilleur rendement relatif. Il y a donc une course-poursuite entre ces deux composantes du capital pour diminuer sans cesse la part de l'un par rapport à l'autre, et réciproquement.

Ce qui explique des démarches qui peuvent parfois paraître paradoxales, par exemple qu'on détruit à grands frais des usines pour en créer d'autres (destruction du capital fixe), ce qui est absurde d'un simple point de vue de possession de richesses, d'autant que souvent il s'agit d'installations encore opérationnelles et "rentables". Oui, mais plus suffisamment. Le but est en permanence de réduire systématiquement les frais en main d'oeuvre (en payant moins les gens, ou en employant un moins grand nombre). Pour le capitalisme, et pour la recherche du *profit* optimal, détruire un outil qui n'est plus *suffisamment* rentable, c'est gagner de l'argent. Les salariés, les syndicats, ne comprennent pas toujours bien cela, s'indignant "naïvement" au nom de la viabilité de leur entreprise détruite. Pourtant, c'est la loi.

Il y a cependant aussi une autre tendance destructive qu'il faut signaler, dont l'aspect le plus visible est militaire. D'abord, les armes sont des produits dont la *consommation* n'est pas individuelle, mais dont la valeur d'échange s'épuise, si l'on peut dire, dans un usage collectif ; elles ont un "marché", mais se situent hors du marché : elle ne participent en aucune façon au coût de la force de travail (elles sont en quelque sorte consommées "hors-marché"). Ensuite, elles permettent de détruire des quantités importantes de capital fixe – si possible bien sûr chez l'ennemi –, sous forme de destructions d'usines, d'infrastructures, et *tutti quanti*, toutes choses qu'il faudra reconstruire ensuite, et qui seront autant de moyens pour le capital "actif" pour se re-déployer. J'ai lu récemment, à propos du Kosovo, que ce que rapporterait la guerre sera beaucoup plus d'argent (de valeur) que ce qu'on avait détruit. Tout dépend du point de vue. Pour autant que je sache, et bien qu'on soit théoriquement dans une période de "non-guerre" mondiale ininterrompue depuis longtemps, on n'a jamais autant produit d'armes,

et on les consomme de mille et une façons, parfois en simples exercices militaires, mais il faut bien que ça serve aussi de temps en temps. En ce sens, les "mini-guerres" ne sont pas un épiphénomène, mais bien une nécessité du fonctionnement du capital actuel. Il n'y a qu'à voir comme les socialistes ont pris le relais des gaullistes dans ce domaine. Le maintien de guerres larvées fait partie du système, bien au-delà des bénéfices directs que font les marchands d'armes.

Il y a plus. Dans la mesure où elle n'est pas assujettie à la recherche directe de profit - on peut même dire qu'elle travaille par définition à *perte* - l'activité militaire, et au premier chef la guerre, permet des avancées considérables de l'appareil de production, non seulement en détruisant, mais aussi en mobilisant les ressources d'une nation, et ainsi en permettant de reconstruire *autrement*. La première guerre mondiale a fait avancer d'un bond considérable les nouvelles organisations de production industrielle, ce qu'on a appelé le "taylorisme", créant toute une armée de travailleurs nouveaux, intermédiaires entre le manoeuvre et l'ouvrier qualifié, les "OS" ; ce qui a permis, malgré l'immense effort de reconstruction, de maintenir les salaires à un niveau suffisamment bas ; ou encore, elle a accéléré la mutation dans les déplacements planétaires, par exemple avec le développement de l'aéronautique, etc. La seconde guerre a vu l'émergence d'un effort scientifique sans précédent dans l'histoire du monde, mobilisant tout ce qui existait de savants à l'époque. Par le biais de la recherche sur l'arme absolue, la bombe atomique - dont les retombées directes, par exemple les centrales nucléaires, ne sont qu'une conséquence annexe -, elle a mis en branle tout un corpus de connaissances nouvelles sur la structure de la matière, notamment la mécanique quantique, dont toutes les innovations actuelles, même les plus récentes, sont directement issues : du transistor - qui a permis le développement de toute l'informatique - au laser, en passant par toutes les technologies sans lesquelles la chimie et la biologie modernes n'auraient pas pu exister.

Il ne faut jamais oublier que le capital, s'il est par essence constructeur puisqu'il vit de la création de valeur, est aussi destructeur de par ses déséquilibres structurels.

#### 6. La pression actuelle sur les salaires.

Ce qui me paraît dominer les dix ou vingt ans passés, c'est un double mouvement de dévalorisation /revalorisation de la main

d'oeuvre, et donc l'effort de recomposer entièrement le coût de la force de travail.

Il y a eu d'abord dans cette période une pression maximale exercée sur les salaires, au travers d'un *chômage* très élevé : celui-ci n'a été en aucune manière une calamité naturelle, mais bien une entreprise systématique. Partout, et à grande échelle, on a cherché des gains en *productivité*. Pour une part, on y a affecté de nouveaux moyens (robotisation, etc.), pour une autre, on a recherché de nouvelles organisations (filialisations, sous-traitance, intérim et autres emplois "flexibles"), mais pour l'essentiel on a tout simplement fait pression sur les salariés pour que, dans la compétition pour vendre leur force de travail, ils soient contraints de se vendre *moins cher*.

Tout a été mis en oeuvre pour cela, y compris la politique et la puissance des États. Tout un système a été élaboré pour que ces États aident cette évolution du capitalisme, depuis le rapport de forces brutal pour briser la "puissance" des syndicats là où ils gênaient les projets de réorientation (et on a vu comme Thatcher, ou même en plus caché Reagan, ont su jouer de la force), jusqu'à la mise à contribution financière de la collectivité dans tous les "plans sociaux" de destruction d'emplois ou de simple sauvegarde. Et là où l'État était réticent - ou impuissant - à aller dans ce sens, il y a eu chantage à la délocalisation, menace d'expatriation des capitaux, etc.

Le résultat actuel est en tout cas que pour un même emploi on travaille plus intensément, avec une qualification supérieure, et pour un revenu *moindre* qu'il y a une dizaine d'années. Bien sûr, cela ne peut se repérer que là où les conditions de travail n'ont pas fondamentalement changé. Dans beaucoup de secteurs, la donne a été bouleversée (mutations technologiques, délocalisations, etc.) au point que la comparaison devient difficile, mais le résultat est le même. À niveau égal, on gagne moins. Cela se fait petit à petit, par exemple en se débarrassant des vieux, plus expérimentés, et/ou mieux protégés par un statut acquis, ou aussi bien en modifiant les conditions d'embauche des jeunes. Mais globalement, ça marche.

Aujourd'hui, on est satisfait d'avoir résorbé une grande partie du chômage, notamment dans les pays qui ont adopté l'ultra-libéralisme le plus tôt. Et c'est vrai, moins de gens sont "sans-travail" : l'existence d'un fort volant de chômage n'est pas le fonctionnement nécessaire du système. Mais désormais, les exigences envers ceux qui ont un emploi se sont très fortement alourdies. Ce "plein emploi" virtuel va avec une



profonde détérioration du salariat, et d'abord de sa rétribution, directe et indirecte.

La situation actuelle est marquée par une forte inégalité dans le rapport, sur le marché du travail, entre employeurs et employés, alors même que la demande et l'offre se rééquilibrent. Et, donc, une réduction effective forte des rémunérations, non seulement directes, mais aussi indirectes, avec la remise en cause des retraites, la prise en charge de plus en plus grande par l'État d'une partie des coûts qui revenaient antérieurement à l'employeur, la plus grande précarité du contrat, le désir latent de faire passer sous statut libéral les prestations par répartition, la volonté d'effectuer une part de la rétribution en "actions" – donc de faire peser en partie sur le salariat la capitalisation de l'entreprise –, etc.

Plus globalement, il y a donc non seulement remise en cause des rémunérations brutes (à type et charge de travail égaux), mais aussi de la structure de ces rémunérations. Sans parler de la tendance récurrente à rechercher dans des pays du tiers-monde ou "émergents", ou même d'ailleurs dans des régions défavorisées de nos propres pays, des sources de main d'oeuvre moins chère. On appelle ça des "gisements".

Ainsi, aujourd'hui, le capital variable (l'achat de temps de travail) bénéficie d'une configuration particulièrement favorable. Il a regagné en extension ce qu'il avait perdu au début dans la période de chômage élevé : plus de salariés, c'est plus de création de valeur, donc plus de sources de plus-value. Il a su revaloriser la main d'oeuvre, désormais beaucoup plus "formée" qu'il y a simplement quinze ou vingt ans. Mais il a su aussi préserver, voire renforcer, le rapport inégalitaire entre salariés et employeurs, au travers d'une forte précarité du travail, désormais structurelle sur le marché de l'emploi.

### *7. La segmentation du marché du travail.*

La phase complémentaire de cette politique a été en effet de scinder la force de travail en composantes multiples et hétérogènes. Il y a un aspect "politique" évident, le "diviser pour régner". Plus on fait de catégories, plus on descelle les solidarités. Mais le fond est plus "économique".

D'abord, il y a une tendance très nette à chercher à recruter une part de main d'oeuvre à haute valeur ajoutée (capable de produire le plus de plus-value), et donc à haut niveau de formation. Dans un premier temps, on peut même se permettre de la rémunérer un peu plus cher. Mais le capital vise sans cesse à créer une situation où la

concurrence entre demandeurs est forte, qui lui permet de limiter les salaires au niveau du coût effectif de la force de travail, donc au niveau des besoins matériels et culturels standard à un moment historique donné. Aujourd'hui, un jeune cadre ou technicien débutant gagne à peine plus que ne gagnait un ouvrier professionnel il y a vingt ou trente ans : soit de quoi vivre décemment, sans plus. Mais il a une certaine garantie de l'emploi, ou du moins peut l'avoir au bout de quelques années plus ou moins instables.

D'une façon plus générale, on recrute maintenant à des niveaux de formation (et si possible de compétence) élevés, beaucoup plus qu'il y a dix ou vingt ans, mais pour des niveaux comparativement nettement plus bas en statut et en salaires. La blague populaire qui dit qu'il faut son bac pour être balayeur pointe un phénomène vrai.

À l'inverse, il y a une tendance tout aussi forte à précariser et/ou sous-traiter toutes les tâches qui concernent une main d'oeuvre moins bien formée. On passe alors par des filiales (avec un contrat de travail beaucoup moins avantageux) ou par l'intérim, ou toute autre solution adéquate, et même dans nombre d'activités, par la délocalisation. La mondialisation permet ainsi une mise en concurrence *sauvage* (plus seulement à l'intérieur d'un pays ou d'une zone donnée, mais totalement globale) de la main d'oeuvre "brute" qui ne requiert pas de formation particulière.

Il y a ainsi une fragmentation croissante de l'emploi, faisant se recouper deux notions différentes : d'une part, les emplois qualifiés versus les emplois plus ou moins *disqualifiés* dont la rémunération, par divers artifices, ne cesse de baisser (bien au-dessous du smic légal le plus souvent), et d'autre part, les emplois stables versus les divers degrés d'instabilité. Dans une même entreprise, aujourd'hui, on trouve souvent ces divers statuts se côtoyer, certains ne dépendant d'ailleurs pas directement de l'entreprise qui les emploie.

Cela peut même toucher des postes très qualifiés : cf. le nombre d'étrangers de haut niveau employés dans la recherche ou dans le secteur médical, avec des statuts on ne peut plus bancals.

En bref, il y a eu une forte déstructuration du marché du travail, avec une perte des repères concernant la *valeur* de la force de travail elle-même. Ce serait absurde d'en rendre unique responsable unique je ne sais quelle volonté "mauvaise" du capital : pour une large part, ces évolutions sont dues à des modes de production qui ont considérablement évolué avec des aspects positifs, par exemple plus de responsabilité de chaque travailleur, même aux niveaux d'exécution,

plus de qualification, des tâches plus *intelligentes*, donc aussi moins dévalorisantes, etc. Mais, indéniablement, les employeurs en jouent aussi, et cherchent à systématiser ce schéma d'un univers du travail plus fragmenté et plus précaire que naguère.

#### 8. *La flexibilité.*

Enfin, la volonté de resserrer la relation entre le capital fixe investi et le capital variable (c'est-à-dire les salaires) amène à la notion de *flexibilité*. C'est simplement la notion de laisser au capital la liberté d'employer un maximum de main d'oeuvre aux moments où c'est rentable, et le moins possible quand ça ne l'est pas. Ce n'est pas une nouveauté, mais l'offensive dans cette direction est actuellement très significative.

En soi, je serais plutôt favorable à l'idée de pouvoir par moments travailler plus, et à d'autres moins. Par ailleurs, il me paraît évident qu'il faudrait en finir avec une définition trop rigide des horaires de travail qui va parfois jusqu'à l'absurde (par exemple en Allemagne où à partir du samedi midi pile jusqu'au lundi matin tout est fermé, sauf les stations-service et quelques cafés ou restaurants). Il y a sans doute des aménagements à faire. Mais le problème est que la flexibilité n'est pas du tout conçue en fonction des désirs du travailleur ni des besoins du "client", mais uniquement en fonction de la rentabilité du capital.

Le rêve du capitaliste (comme personne morale) est de pouvoir embaucher le plus possible quand c'est rentable, et de pouvoir *débaucher* à volonté, non seulement quand ça n'est plus rentable, mais même quand c'est *moins* rentable. Et donc, de ne pas être tenu par un contrat de travail contraignant (à la limite, par aucun contrat).

La loi des trente-cinq heures offre une opportunité que le patronat utilise à plein d'ailleurs, son seul refus touchant l'obligation, et notamment l'obligation de donner des contre-parties.

#### 9. *La situation actuelle du syndicalisme.*

Une parenthèse paraît nécessaire : durant toute cette période, on a aussi assisté à un déclin de la puissance (vers l'extérieur) et de l'influence (chez les salariés) des syndicats. Le patronat, représentant du capital, a d'ailleurs tout fait en ce sens, même s'il déplore parfois aujourd'hui de ne pas avoir d'interlocuteurs, côté salariat, avec lesquels il pourrait négocier. Mais il oublie de dire son action dans l'affaiblissement d'une force qui serait vraiment *représentative* du salariat.

Le seul syndicat tolérable, pour lui, est celui qui admet son point de vue, c'est-à-dire quand même très *réformiste*.

Cela dit, les syndicats classiques, à mon avis, n'ont pas su toujours défendre l'ensemble des *travailleurs*, ni s'adapter à un univers de plus en plus mouvant. En schématisant encore une fois, il semble clair que le point de vue syndical est resté centré sur la défense de l'emploi classique, sur le contrat de longue durée, sur les *acquis* des décennies antérieures. Peu de choses ont été faites pour réellement fédérer, représenter, et défendre dans les statuts qui leur sont propres les catégories les plus fragilisées de travailleurs. Le point de vue reste que ces catégories ne devraient pas exister : donc, qu'il *faudrait* stabiliser les précaires, embaucher les chômeurs, etc. En refusant de prendre en compte directement toutes les situations spécifiques, parce que cela aboutirait à les entériner, on a abouti à laisser entièrement désorganisés des pans entiers du salariat, les plus instables il est vrai, mais aussi, potentiellement, les plus explosifs. Or, il aurait sans doute été souhaitable de les *représenter*, et de défendre leurs intérêts spécifiques. Et, dans l'avenir, le problème se posera de plus en plus.

C'est, à mon avis, une des explications d'une situation sociale de plus en plus instable et imprévisible, avec des périodes de calme relatif plus importantes que naguère, mais aussi des flambées incontrôlées où ce sont des "coordinations" plus ou moins formalisées qui prennent la direction des choses.

#### 10. *Le capital financier.*

Il occupe actuellement le devant de la scène, au point qu'on en vient à confondre parfois la création de valeur boursière (purement spéculative) avec la création de valeur en général.

Une action - et pour l'essentiel, le capital financier n'est fait que d'actions, ou de leur dérivés - n'est jamais qu'une *part* dans le capital d'une entreprise ; sa valeur repose principalement sur deux éléments : d'un côté, sur les "avoirs" actuels de l'entreprise (ses installations, son savoir-faire, ses brevets, etc.) - c'est donc bien une "part" de l'investissement, pour autant qu'il ne soit pas obsolète -, de l'autre, sur ses bénéfices attendus, qui se matérialisent dans les dividendes annuellement versés aux actionnaires, au prorata des actions possédées.

Le jeu de l'offre et de la demande (l'aspect purement spéculatif) ne joue normalement qu'à la marge, les fluctuations, même si elles sont importantes, étant nivelées dans le temps. Bien sûr, les spécialistes de la finance peuvent en tirer des profits importants (au détriment les uns des

autres, et au final au détriment relatif des investisseurs moins puissants), mais au global il y a une régulation qui se fait. Certes, les mécanismes sont complexes, et de plus en plus c'est d'ailleurs leur opacité qui parfois peut laisser croire que la finance peut créer de la valeur. Mais schématiquement, cela reste assez simple : si une valeur est "surcotée", on finit par s'en méfier, il y a moins d'acheteurs et sa valeur baisse, et inversement.

Cependant, il faut reconnaître que la mondialisation des marchés du capital modifie en partie les règles de fonctionnement : d'abord, depuis un bon demi-siècle, elle a créé des entreprises supra-nationales, affranchies des droits nationaux, souvent plus puissantes que les états eux-mêmes, et désormais elle accentue la mobilité des capitaux financiers, donc leur sensibilité aux sources potentielles de plus-value. Ainsi, de faibles différentiels dans les ratios de rentabilités des entreprises peuvent se trouver répercutés à très grandes vitesses. Et le capital financier actuel est de plus en plus tourné vers la réalisation de profits à court terme, fût-ce au détriment de la santé à long terme des entreprises dans lesquelles il investit.

Mais ce qui valorise les actions aujourd'hui comme hier, cela reste l'attente de *bénéfices* importants de la part des sociétés sur lesquelles le capital financier *mise*, avec deux directions complémentaires :

- d'abord, sous forme de gains en productivité (donc une moindre part dépensée en salaires) ; ça se voit très bien : quand une entreprise débauche, voire même ferme des usines, les actions montent quasi-automatiquement, c'est actuellement une règle d'or,

- et/ou, sous forme d'investissements dans des activités nouvelles, reposant sur de nouvelles technologies ou sur la création de nouveaux marchés (exemples actuels de l'information numérique, de tous les secteurs biologiques, etc.) : à la limite, certaines sociétés ont pu se valoriser en abandonnant complètement leur activité d'origine pour se reconvertir dans ces nouveaux secteurs, à forte espérance de rentabilité à court ou moyen terme.

Ainsi, quoi qu'on en dise, et quel que soit le mirage de création de valeur boursière, la dynamique des marchés d'actions repose bien sur des activités où il y a création de valeur (et ainsi sur l'activité humaine productive, en biens et/ou en services) et donc sur l'espoir de *plus-value* au sens premier du terme (acheter de la force de travail pour en revendre le produit). Et donc pas du tout, il faut le répéter sans cesse, sur un hypothétique pouvoir du capital financier à fructifier par lui-même. On voit bien d'ailleurs que les gros acteurs financiers, comme les "fonds de

pensions" et les assurances, misent sur les activités économiques dont elles attendent, dès maintenant ou à moyen terme, une rentabilité élevée.

Ainsi, si la *Bourse* ne cesse de battre des records, c'est avant tout parce que les entreprises n'ont jamais réalisé des *marges bénéficiaires* aussi élevées, et que, partant, le capital, et notamment le capital variable, n'a jamais atteint un tel niveau de rentabilité.

Il y a bien des phénomènes marginaux, plus spéculatifs, comme les marchés parallèles, les "seconds" marchés, où il y a des petites sociétés qui se créent, avec parfois des progressions vertigineuses ; mais bien souvent quand elles ont réussi et prouvé leur rentabilité en termes de création de valeur, elles sont rachetées alors par les grands groupes. Ce sont en quelque sorte des laboratoires de l'innovation, avec une part importante de prise de risques, et donc d'échecs. Ce n'est pas cela qui doit masquer le phénomène central.

Cela dit, le capital financier, qui tend à drainer toute l'épargne des ménages (aux USA, la part des valeurs boursières dans la richesse des ménages dépasserait la moitié) et à en tirer une partie de sa force, est totalement indifférent à l'activité sur laquelle il se porte, mais ne s'intéresse, uniquement, qu'à ses résultats, réels, ou, plus souvent, escomptés. Et évidemment, il est totalement imperméable au sort des mains-d'oeuvre en cause. Ce qui marque un changement très net par rapport au capital industriel classique, plus soucieux de valoriser ses acquis (son outil de travail, ses savoir-faire, la compétence de ses salariés, etc.).

### 11. Le néo-libéralisme.

Il y a eu pendant longtemps une répartition de l'activité collective entre, d'un côté, des activités "d'entrepreneurs" (capitalistiques), et de l'autre des activités moins rentables ou considérées comme faisant partie des fonctions de l'État, de la solidarité, etc. À la limite, le gaullisme, avec l'existence d'un secteur de production étatisé et tous les héritages du front populaire et de la libération, a été un bon représentant de cette sorte de "capitalisme d'état".

Le point de vue "tout-libéral" va à l'opposé : toute activité employant des salariés est potentiellement, et doit être à terme "libérale", et donc se conformer au modèle capitaliste. Il n'y a pas d'exception. Corollairement, tout être humain se doit de participer à la constitution du capital, contribuer à l'investissement capitaliste global. Autrement dit, une part de ses revenus doit servir à alimenter le capital, sous toutes ses formes possibles.

D'abord, la notion de service public devrait se dissoudre, qu'il s'agisse des infrastructures, des communications, voire même de l'enseignement, de la santé...

Ensuite, on cherche à modifier les formes de la solidarité (les assurances, les retraites, la maladie, le chômage, etc.) en détruisant ses formes actuelles – que ce soit la répartition, le mutualisme, etc. – et surtout, en affranchissant le capital de la part de "charges" qu'il supportait jusqu'ici dans ce domaine.

En compensation, le capital accorderait une part de ses bénéfices sous forme de participation – sous forme d'actions distribuées à son personnel, ou sous forme d'aide à la capitalisation des retraites ou de l'assurance-santé de ses salariés –, ce qui peut être un bénéfice pour son personnel direct, mais équivaut en fait à ponctionner la rétribution d'une part qui s'accumule dans le capital lui-même. Certains sociaux-démocrates sont favorables à ce schéma, pensant que ça va renforcer le pouvoir des salariés sur leur propre entreprise. Peut-être, mais c'est peu probable. D'abord, parce que cette "participation" est très inégale, les dirigeants s'en réservant la plus grande part. Ensuite, parce que cela exclut tout le reste de la société, et contribue à créer une caste de salariés bien traités – enfin, mieux que les autres.

Le modèle sous-tendu est bien celui d'une société divisée. Tout un chacun est invité à posséder des actions (ou des participations sous une forme ou une autre), et donc serait invité à "partager la croissance", mais avec de fortes inégalités : une toute petite minorité dirigeante ayant pouvoir sur le capital (et en tirant un maximum de bénéfices), une minorité plus large de salariés privilégiés recueillant le reste de ces bénéfices, mais sans grands pouvoirs ; les autres salariés (la majorité) en étant totalement exclus, et tout le reste de la société étant invité à la fois à confier son épargne (quand elle en a) et à consommer (quand elle le peut).

À ce stade, il faudrait réfléchir plus à fond sur le modèle qu'on nous propose. Mais il me semble que le but est de prélever une part en capital sur tous les producteurs, et pour le reste de transformer toute la société "civile" en un grand réservoir de consommateurs, destiné seulement à absorber la production excédentaire. Avec en particulier une importante proportion d'inactifs (si possible non reconnus comme chômeurs) qui, consommant grâce à divers mécanismes de transferts, puisse résorber une partie du différentiel entre valeur produite et salaires versés (différence qui est justement le mécanisme de la plus-

value). Les inaptes, les handicapés, les fous, etc. étant le dernier maillon de cette chaîne, intégrés comme purs *consommateurs*, si on peut dire.

## 12. Quelques remarques en conclusion.

Il serait absurde de dire que le monde ne change pas : au contraire, il le fait, et de plus en plus vite. Il serait tout aussi dangereux d'oublier un certain nombre de mécanismes *de base*, qui restent inchangés, parce que structurels. Et cela, d'autant plus que, dans une configuration nouvelle et plus sophistiquée, le capital tend à débarrasser aujourd'hui ces mécanismes de toutes les limitations sociétales qui ont pu jouer dans le passé, et à les faire intervenir dans toute leur *pureté*.

A priori, toutes les considérations que je viens de faire "devraient" s'appliquer à la sphère économique spécifique de "la santé", secteur que la logique capitaliste a déjà commencé à conquérir depuis des décennies – cela a été un de ses importants secteurs de conquête –, mais qu'il semble désormais vouloir investir totalement. Ceux qui travaillent dans ce secteur sont évidemment plus compétents que moi pour analyser cette évolution. Mais il me semble aussi que la volonté d'y maintenir une part d'autonomie passe par cette analyse.